DU MENSONGE RADIOACTIF ET DE SES PRÉPOSÉS

ASSOCIATION CONTRE LE NUCLÉAIRE ET SON MONDE

Nouvelle édition augmentée par

Quelques ennemis du meilleur des mondes

Mars 2004

Avant-propos (mars 2004)

« C'était il y a longtemps et ce n'est pas vrai. »

Vasilij Saragovedz
Un des liquidateurs de Tchernobyl
mort en 1999.
(in *Le Sacrifice*, film de Wladimir Tchertkoff)

Depuis la publication des textes qui suivent, onze années se sont écoulées. Elles ont vu un monde prendre forme, celui construit notamment sur la politique négationniste des États nucléaristes au lendemain de Tchernobyl.

Selon les nucléaristes qui *couvrent* le désastre de Tchernobyl depuis dix-huit ans, *« près de 8 millions de personnes vivent actuellement dans des territoires contaminés par l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl en 1986. Ces territoires représentent près de 140 000 km² et sont situés dans trois républiques de l'ex-URSS : la Fédération de Russie, l'Ukraine et la République du Bélarus.*[1] *»*

Les nucléaristes ne peuvent plus parler comme en 1986 de « radiophobie » (selon les experts, « peur de la radioactivité dénuée de tout fondement ») tant ce mot a suscité de rejet parmi les êtres humains contraints de survivre sur des territoires contaminés pour des centaines d'années. En Bélarus, les défenseurs de l'industrie nucléaire collaborent avec le régime néo-stalinien et mafieux en place pour dissocier les pathologies observées de la radioactivité (alors que 80% des enfants de Bélarus sont aujourd'hui malades). Des scientifiques sincères (parfois inconscients des intérêts en jeu) rompent l'*omerta* et ne peuvent plus s'exprimer publiquement. Certains sont persécutés, comme le professeur Youri Bandajevsky, qui crève aujourd'hui dans une prison de Gomel pour avoir établi le rôle du césium 137 dans l'apparition de multiples pathologies : il a été condamné en 1999 à huit ans de prison à régime sévère par un tribunal militaire.

Sous la houlette des experts nucléaires français, flanqués désormais de communicants spécialisés dans la gestion du risque social (en ce moment Mutadis Consultants) des équipes se relaient afin de tenter de restaurer ce qu'ils appellent la « confiance sociale » et d'« occuper le terrain », comme l'a déclaré l'un d'eux. Après Ethos 1 et 2 (1996-2001), ils viennent de lancer en 2002, Core[2], programme de « développement durable sous contrainte radiologique ». Voici, à travers quelques citations, la manière dont les experts internationaux s'intéressent aux conséquences de Tchernobyl et contribuent au maintien et à la soumission des populations sur les territoires contaminés.

---

1. Programme Core, financé par l'Union européenne (Coopération pour la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires de Biélorussie contaminés par l'accident de Tchernobyl, 15 novembre 2002).
2. *Ibid.* note 1.

« Dans un contexte de méfiance sociale envers les autorités et les experts, les populations se sont trouvées dépossédées et incapables de faire face par elles-mêmes à la situation et ont par conséquent subi un haut degré de stress (…) la « sur-psychologisation » de la situation reposait sur des concepts erronés comme « radiophobie » et a été perçue par la population comme un déni de ses propres inquiétudes, et a contribué à renforcer sa détresse, tout en accroissant sa méfiance envers les autorités médicales. »

Heriard Dubreuil.
directeur de Mutadis Consultants
The Ethos Project in Belarus (1996-1998)[3]

*« Nous devons apprendre aux gens à vivre avec la radiation, surtout aux enfants et aux jeunes. La nécessité d'impliquer les gens eux-mêmes dans le travail pour la réhabilitation des territoires sinistrés est incontestable. La population ne doit pas rester passive envers son avenir. Et notre objectif commun est de tout faire pour créer des conditions pour activer les gens, créer des possibilités d'***autogestion des risques radiologiques***. Cette approche coïncide complètement avec le principe national énoncé plusieurs fois par le président de notre pays Alexandre Grigirievitch Loukachenko. Il a dit que nous tous nous devons travailler manches retroussées. Chacun doit prendre en charge son propre destin.*[4] *»*

Tsalko Vladimir, président du Comité Tchernobyl
de Belarus,organisme de l'État de Bélarus. Équipe Ethos

« La **qualité radiologique** *est recherchée dans la démarche Core comme la résultante d'une dynamique de développement durable (sanitaire, alimentaire, environnementale, agricole…) des territoires contaminés et non pas de façon isolée. (…) Un* **développement sous contrainte radiologique** *n'est envisageable que par une mise en synergie des acteurs locaux, nationaux et internationaux dans le cadre d'une action en commun organisée pour faciliter leur implication.*[5] *»*

Programme Core

*« Un des effets de l'accident de Tchernobyl c'est aussi d'ajouter une dimension, une qualité supplémentaire, aux choses et à la vie. Cela se traduit par l'***irruption dans le langage de nouveaux mots, de nouvelles expressions, de nouvelles unités plus ou moins compréhensibles***. Chacun doit s'approprier tout cela si il veut rester en prise avec cette nouvelle réalité. La mesure de son environnement direct et des produits qu'il mange et la mesure de son propre corps sont la seule façon pour chacun de s'approprier la réalité de Tchernobyl et de ses conséquences. Sans la mesure, le monde reste étranger, et les discours des experts théoriques et incompréhensibles.Toutes les personnes engagées dans la co-expertise ont donc fait beaucoup de mesures elles-mêmes et aussi ont fait faire beaucoup de mesures aux radiamétristes des villages et aux professionnels de santé. (…) il a fallu s'appuyer sur les spécia-*

---

3. Document disponible sur le site www.cepn.asso.fr
4. *Actes du séminaire international sur la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés par l'accident de Tchernobyl : la contribution de l'approche* Ethos, Stolyn, Biélorussie, 15-16 novembre 2001. Document disponible sur le site www.cepn.asso.fr
5. *Ibid*. note 1.

listes qui ont beaucoup travaillé et progressivement trouvé leur rôle dans le processus de **co-expertise** *: ceux des centres locaux du contrôle radiologique et de l'hôpital de Stolyn, ceux de la station sanitaire et épidémiologique et ceux de l'Institut Belrad.*[6] »

Jacques Lochard
Ethos, directeur du CEPN
Centre d'études sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire
créé par EDF, le CEA et la Cogema

« *Dans un tel contexte, le principal enjeu est d'établir les bonnes conditions pour que l'exercice de ces différentes fonctions se déroule dans la transparence et le pluralisme qui sont les conditions de base de la confiance sociale, au-delà d'apporter à la population toutes les informations et les éclairages qu'elle est en droit d'attendre sur les modalités de surveillance et de contrôle des activités qui génèrent des expositions et sur les caractéristiques et les effets de ces dernières. Dans le domaine de la radioprotection de la population,* **les modalités de gouvernance des activités sont donc aussi importantes**, **sinon plus, que les mesures réglementaires**, **organisationnelles et techniques qui assurent en dernier ressort la qualité de la protection de chacun**. »

Priorités en radioprotection – Propositions pour une meilleure protection
des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants.
Rapport de la commission Vrousos remis à André-Claude Lacoste,
directeur général de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, le 2 mars 2004.

On notera que des mots et des expressions qui ne concernaient que les travailleurs de l'industrie nucléaire (« culture radiologique », « qualité radiologique ») ont vu, avec les progrès de la contamination radioactive, leur champ d'application s'étendre à la société entière. Il s'agit d'impliquer le « non-expert » (la victime !) à ce qui lui est imposé et infligé : l'adapter à une nouvelle nature étrangère et menaçante créée par l'intégration d'un mode de production mutagène et cancérigène[7]. Il faut diluer les responsabilités et laisser crever en silence. Le rapport français de la commission Vrousos, intitulé *Priorités en radioprotection – Propositions pour une meilleure protection des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants*, rendu public le 2 mars 2004, vient confirmer que les experts français ont déjà intégré dans leur novlangue destinée aux populations ce qu'ils ont expérimenté à Tchernobyl (dans le jargon des experts, c'est le *retour d'expérience*[8]…). Aussi, chacun doit savoir que, lorsque éclatera la « surprise » (comme le directeur du CEPN, Jacques Lochard,

6. *Ibid.* note 4.
7. « On peut considérer que ce sont 80 à 90 % des cancers qui sont causés par la dégradation de notre environnement » (*Ces maladies créées par l'homme*, Dominique Belpomme, p. 30). Ce cancérologue est chargé de mission pour la mise en œuvre du plan Cancer en France. Ce serviteur de l'État très soucieux de stratégie médiatique s'affirme exclusivement spécialiste des cancers d'origine chimique. Interrogé récemment par un journaliste de Fréquence Paris Plurielle pour une émission sur le nucléaire, il a refusé de répondre pour « ne pas être décrédibilisé ». « En ce moment, il ne faut pas parler du nucléaire, il y a l'effet de serre » a-t-il affirmé.

a récemment appelé la catastrophe nucléaire à venir), ce n'est pas de radioactivité dont l'armée s'occupera mais bien de contenir la colère et l'angoisse des populations pour assurer la continuité du «service public» de l'électricité « nucléaire ». Il faudra donc que les irradiés avalent ce néo-langage, qu'il acceptent avec fatalisme de survivre et de mourir en comptant les becquerels.

Nous avons décidé de republier la dénonciation de ce négationnisme que certains d'entre nous avaient faite en 1993.

Au moment où, en France, le pouvoir nucléariste considère qu'il s'est suffisamment renforcé pour pouvoir envisager de lancer le renouvellement du parc nucléaire, nous avons jugé utile de montrer en partie sur quel terrain cette certitude se fonde : à la fois sur la volonté de compromettre chacun avec l'industrie nucléaire (à coups de campagnes de propagande publicitaire) et sur le fait que toute opposition s'est dissoute dans le verbiage citoyenniste quémandeur et respectueux de l'État[9].

Nous avons ajouté au texte original *Sage comme des images*, texte répondant à l'apparition du « Réseau pour sortir du nucléaire », en 1998. Il montre comment les diverses variantes d'une opposition défaite se sont cristallisées pour ne laisser place qu'à un lobby indigent dont les perspectives dérisoires consistent à culpabiliser le citoyen sur sa consommation d'énergie, alors que ces fameux « choix énergétiques » se font de toute façon sans lui. Soucieux de l'avenir d'EDF, ce réseau veut « développer les économies et les énergies renouvelables [ce qui créerait selon lui] « un formidable gisement d'emplois utiles et durables ».

Malheureusement, le nucléaire n'est pas un accident de l'histoire. Il s'inscrit dans la course à l'industrialisation du monde, qui, avec ou sans énergies « renouvelables », s'accompagne d'un cortège toujours plus impressionnant de destructions de masse, de guerres, et surtout d'un chaos social qui s'annonce désormais comme les conditions de vie « normales » dans notre société.

Quelques ennemis du meilleur des mondes

---

8. « À l'issue du projet Ethos, la Commission européenne a reconnu l'intérêt d'engager une réflexion sur les conditions et les moyens d'application de la démarche pour l'Europe occidentale et, à cette fin, soutient le projet Sage. Ce dernier vise à élaborer un cadre stratégique pour le développement d'une culture de protection radiologique pratique en cas de contamination radioactive à long terme, aussi faible soit-elle, suite à un accident nucléaire ou tout autre événement ayant entraîné une dispersion de radioactivité dans l'environnement. »
Strategies and Guidance for Establishing a Practical Radiological ProtectionCulture in Europe in Case of Long Term Radioactive Contamination after Nuclear Accident (EC contract FIKR-CT2002-00205)
Document disponible sur le site www.ec-sage.net

9. *Des OGM et du citoyen*, Quelques ennemis du meilleur des mondes, janvier 1999, publié par nos soins.

À propos de ce que nous avons fait (1993)

À travers leurs campagnes de publicité qui se succèdent depuis maintenant un an et demi, les nucléaristes cherchent, selon le commentaire mi-bouffon, mi-mafieux d'un journaliste de télévision, « à mouiller les Français avec le nucléaire », en martelant sa place dans la société actuelle. Ils voulaient frapper les esprits des populations réticentes mais désarmées, en claironnant effrontément leur réussite : 75% de l'électricité est d'origine nucléaire, et donc une perceuse électrique est d'abord nucléaire, Bach est d'abord un laser, un gratin dauphinois est d'abord un four à micro-ondes et l'amour n'existerait pas sans l'énergie nucléaire. Il leur fallait enfoncer le clou pour parachever la banalisation du nucléaire et l'occultation de son risque, connu effectivement depuis Tchernobyl. L'essentiel est d'amplifier et de peindre en verdâtre et en bleu E.D.F. la résignation à ce qui advient et, dans cette résignation, de faire rimer « bien-être » avec nucléaire.

Pour mettre en évidence l'engagement bien particulier des uns et des autres dans la banalisation et l'occultation du nucléaire et de ses risques, nous avons trouvé plaisant, nous aussi, de repeindre, mais en rouge sang, quelques-uns des auteurs les plus représentatifs de cette moderne ignominie. Il ne s'agissait pas de créer une autre vérité construite de toute pièce comme c'est le cas dans leur offensive actuelle, mais de mettre en lumière les mécanismes qui ont permis de la construire.

De nos jours, pour faire scandale, il faut l'évidence de quelques centaines de morts au sein d'une petite communauté organisée, comme par exemple 4 000 hémophiles en France. Par contre, les effets dans le public de faits, d'actes ou de propos illustrant, sur un point particulier, le rejet universel du scandale des conditions existantes, ne suscite guère d'intérêt. Le quadrillage des médias y a remédié, diabolisant, banalisant ou dissimulant à loisir le sens de tout acte exemplaire. Ce que nous avons fait subira, bien sûr, le même sort. Dans le cas où nous échapperions au silence organisé, les uns parleront d'excès, voire d'actes terroristes tandis que les autres y verront le signe d'un folklore étudiant hors saison. Il nous revient donc de dire ce que nous avons fait.

Du secret, de la spécialisation, de la déresponsabilisation et de la réalité présente

Aujourd'hui la puissance de l'organisation sociale est telle que les dirigeants de la société peuvent ouvertement agir sur l'inconscient des individus pour leur faire accepter les conséquences mortifères des choix qu'ils ont fait pour eux. Aussi faut-il commencer par redonner un sens aux mots. C'est ce que nous avons cherché à faire dans une époque où la lâcheté se donne pour « responsable mais pas coupable », dernière expression de l'irresponsabilité dans le langage gouvernemental. Cette manière de faire permet, selon les moments, de s'abriter derrière les décisions d'une autorité supérieure, toujours insaisissable, ou derrière les actes de lampistes.
Spécialistes et politiques se légitiment mutuellement dans la plus totale irresponsabilité. L'un apportant sa crédibilité, l'autre le pouvoir nécessaire au premier pour l'exercice de sa fonction.

Chez les spécialistes et les experts, le seul langage commun est celui de l'argent et du pouvoir bureaucratique. Chacun s'occupe des étroites limites de son domaine et, pour les vues d'ensemble, se fie aux spécialistes des différentes représentations de la totalité. De fait, chacun compte sur la clairvoyance de l'État et sur la main invisible du marché. « Ceux qui ont besoin de l'expert, ce sont, pour des motifs différents, le falsificateur et l'ignorant. » (G. Debord, *Commentaires sur la Société du Spectacle*)

Plus généralement, la déresponsabilisation de chacun face aux conséquences de ses actes est facilitée par la parcellarisation des tâches. Face à cette atomisation nous nous sommes donné pour but de faire apparaître, dans le domaine particulier de la banalisation du nucléaire, le lien entre les différents constituants d'une organisation dont le centre et les finalités restent cachés. Le secret ambiant ne domine que grâce à la soumission aveugle aux autorités et à la volonté de ne pas savoir ce qui dérange. On ne peut vivre trop longtemps auprès de l'horreur sans en refouler la perception. Les hommes de l'État sont les gardiens actifs de ce sommeil.

Dans leurs catégories actuelles de spécialisation et de hiérarchisation, les différentes professions, si éloignées de ce que l'on a appelé des métiers, contribuent à l'établissement et à la perpétuation de la vie dépossédée. Ici se découvre toute une armée de mercenaires, prêts à défendre n'importe quoi, pourvu que cela leur rapporte et entretienne leur statut et leur parcelle de pouvoir. Ils sont aveugles et voudraient nous crever les yeux...

Tchernobyl, catastrophe inassumable

L'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl est intervenue au moment où l'implantation de l'industrie nucléaire était un fait accompli. Par elle-même, elle était le démenti pratique de la prétention à une sécurité absolue. En ôtant aux nucléaristes une bonne part de leur crédibilité, le désastre a laissé transparaître au grand jour un démenti plus général de toutes leurs prétentions à maîtriser la fission nucléaire et les effets des radiations, à gérer l'ensemble du cycle du combustible, cela aggravé par l'inexistence des progrès de la science, annoncés depuis plus de vingt ans.

L'affaiblissement du pouvoir soviétique, alors, n'a plus permis une rétention de l'information comparable à celle qui eut lieu à Tchéliabinsk en 1957. À cette époque, les services secrets occidentaux passèrent sous silence, en toute connaissance de cause, l'existence de cet accident majeur pour ne pas nuire au développement de l'industrie nucléaire[1]. En mai 1986, l'antagonisme Est-Ouest n'ayant pas encore disparu, la presse occidentale, mise au courant par hasard, crut trouver là un moyen de discréditer définitivement le régime soviétique.

Contrairement à ce que la presse et les pouvoirs occidentaux ont voulu nous faire croire à partir de ce moment-là, la catastrophe de Tchernobyl n'a pas tant montré l'incompétence du pouvoir soviétique que le caractère ingérable d'une catastrophe nucléaire – et par là du nucléaire tout entier. Un nuage au trajet capricieux ne connaissant de frontières ni nationales ni idéologiques, l'existence d'une zone contaminée, grande comme la moitié de la France, rendant nécessaire le déplacement de millions de personnes vivant dans ces régions : autant d'éléments qui ne sont, sans aucun doute, ni maîtrisables ni assumables d'un point de vue technique et sanitaire, pour quelque pouvoir que ce soit. Ces éléments mènent avant tout, dans leur hypothétique résolution, à une gestion inhumaine des personnes réduites à l'état de « matériel biologique ». Seul un État dont on peut à peine mesurer la teneur totalitaire est à même de traiter avec quelque efficacité les effets d'une catastrophe nucléaire pour se consacrer en priorité à sa survie et à la mise au pas des populations en laissant de côté les morts et ceux qui sont contraints de vivre dans ces conditions mortifères.

[1] En France, c'est seulement en 1988 que put paraître la traduction du seul livre d'enquête sur cet accident. Ce livre a été écrit en 1979 par Jaurès Medvedev – son obstination et sa ténacité lui ayant permis de reconstituer le fil des événements, dont il trouva ensuite la confirmation dans les archives de la CIA (*Désastre nucléaire en Oural*, édition Isoët).

Depuis, les effets de la catastrophe continuent, les terres et les êtres humains restent irradiés. Le sarcophage de béton permet de moins en moins de maintenir le réacteur sous l'éteignoir[2], à l'image du mensonge des experts qui doit se faire toujours plus épais pour justifier l'énergie nucléaire.

[2] Cela semblerait même être devenu un étrange enjeu technologique et financier, tant les médias semblent s'intéresser aujourd'hui à ce seul monstrueux déchet. Il est vrai que contrairement aux « liquidateurs » il n'est pas, lui, prêt d'être liquidé ! Voilà un « challenge » à la mesure de cette époque : faire oublier techniquement ses déjections.

De la gestion de l'inassumable

Dans un premier temps, tous les pouvoirs nucléaristes se sont mis sur la défensive. Quand leur force le leur permettait, ils ont cherché à se faire oublier et, lorsque l'existence d'un fort sentiment antinucléaire rendait la chose impossible, ils ont dû se replier sur des positions plus fragiles, allant jusqu'à accepter de remettre en cause ponctuellement le développement de l'industrie nucléaire, comme en Suède et en Italie.

Le consensus entre tous les pays nucléaristes pour gérer ce qu'ils appellent « la crise sur les populations », autrement dit la peur du nucléaire ayant été rétablie, leur premier objectif pour reconquérir le terrain perdu a été de présenter cette situation inassumable comme maîtrisée, c'est-à-dire de transformer la perception de la catastrophe et de ses effets en présentant les mesures prises comme largement suffisantes. Ils créèrent une zone interdite de 30 kilomètres de diamètre seulement. Ils envoyèrent entre 600 000 et un million de liquidateurs (selon les sources), sans tenue de protection, à une irradiation certaine. Ils organisèrent l'impossibilité d'une appréciation réelle de la contamination. Ils firent tomber dans l'oubli l'échec technologique des robots allemands et japonais qui, en pénétrant dans les zones fortement irradiées, tombaient systématiquement en panne. Ils employèrent les quelques médecins capables, par leur formation et par leur place dans l'« establishment » nucléaire, de faire le rapport entre les radiations et les effets sur les hommes, pour en rejeter officiellement le lien de cause à effet. Ils envoyèrent Pellerin, directeur en France du Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants, proposer là-bas des doses admissibles 10 fois plus élevées que celles reconnues par les organismes internationaux. « Mais de toutes façons vous

n'avez pas les moyens de faire déménager la population», a-t-il alors déclaré en privé[1], etc.

Les nucléaristes ont créé un nouvel organisme international, la WANO (World Association of Nuclear Operator), pour renforcer leur contrôle de l'information. On a pu mesurer la qualité de son activité, complétant celle de l'AIEA, au moment de l'accident de Sosnovy-Bor près de Leningrad le 24 mars 1992. Leur intervention à la source, malgré les contradictions des versions officielles, a permis de cacher la réalité de l'accident. Parallèlement, en 1989, l'AIEA, l'organisation internationale des États pour la promotion de l'industrie nucléaire, s'est attelée à la tâche de présentation nécessaire : une infrastructure gigantesque fut mise en place pour prouver scientifiquement – c'est-à-dire selon l'acception moderne du terme «scientifique», à l'aide d'un aréopage d'experts servant fidèlement leurs employeurs nucléaristes – l'absence de conséquences notables de l'accident et le sérieux exagéré des choix soviétiques sur le moment. Cette falsification internationale des États a bien sûr abouti et ses résultats ont été rendus publics au cours du printemps 91 lors d'une conférence de l'AIEA à Vienne.

[1] Rapporté par Alès Adamovitch, député biélorusse.

De la difficulté des nucléaristes à organiser une défensive à cause de la méfiance des populations

Néanmoins, ce retrait défensif allait se révéler difficile à maintenir pour l'industrie nucléaire confrontée à ses problèmes de gestion.

Depuis le début, le problème des déchets radioactifs était présenté comme un problème d'intendance annexe résoluble en temps utile. Au moment où leur accumulation a atteint un seuil qui exige une solution rapide et, puisque aucun progrès n'avait été fait, les nucléaristes ont voulu, à partir de l'automne 87, imposer en France, comme par le passé, une solution en catimini, quitte à employer éventuellement la force, si la méthode du secret se révélait impossible. Le camouflage en profondeur des déchets devait leur permettre, avant tout, de continuer au moindre prix. Mais, dans un contexte de méfiance généralisée à l'égard du nucléaire, cette méthode a immédiatement soulevé une opposition farouche des populations concernées.

Le gouvernement de l'époque a préféré geler ces projets par un moratoire en février 1990, parce que les réactions qu'ils entraînaient auraient pu être trop coûteuses politiquement. Simultanément, pour jeter un peu de poudre aux yeux et tester l'opinion, un pseudo-débat scientifique fut organisé dans quelques revues spécialisées ou officines parlementaires pour établir la validité de la démarche. C'est dans ces circonstances qu'un certain Ghislain de Marsilly apporta son petit caillou à cette grande œuvre. (*voir annexe 2 :* « Lettre ouverte à Ghislain de Marsilly »)

Au centre de l'acceptation du nucléaire, depuis le début, les experts scientifico-techniciens étaient là à leur affaire. De manière générale, les techniciens ne sont pas les humanistes en quête de connaissances que les scientifiques purent être. Ils sont intimement liés à l'armée qui a le droit de cuissage sur tous les brevets qu'ils déposent[1]. Mais ils sont surtout aux ordres de l'industrie qui, ayant défini à chacun son champ de travail séparé, fait appel à tous ses salariés pour jouer la scène de la science unifiée, outragée par l'« obscurantisme » de ceux qui révèlent ses nuisances[2]. Ils ont pour fonction de justifier systématiquement tout ce qui advient. Ce sont des producteurs d'ignorance, car il leur suffit de ne pas regarder un problème pour qu'il n'existe pas. Ils sont formels. Ils tirent leur valeur

[1] Entre l'acceptation du dépôt d'un brevet et son utilisation, six mois doivent être laissés à l'armée pour décider si elle use ou non de son droit de préemption.

[2] Voir par exemple, pour l'expression récente de ce genre d'exhalaison, l'appel de Heidelberg.

marchande de l'ignorance qu'ils entretiennent dans les populations en semant la confusion. De la même manière qu'ils couvraient l'industrie chimique en assenant l'argument que tout est chimie, assimilant la biochimie à la chimie industrielle, ils disent que tout est atomique, sans préciser que sur les 109 éléments de la classification des atomes, 19 d'entre eux, aujourd'hui largement diffusés sur la surface de la Terre, n'existent qu'à cause de l'industrie nucléaire.

De l'opposition

Dans les années 70, l'opposition qui se constituait sur le terrain écologique n'avait pas réussi à remettre en cause la société en critiquant les effets de la logique économique.

Cette impuissance a amené, dans les années 80, une bonne part des membres de cette opposition défaite à chercher une solution aux problèmes de leur activité sur le terrain électoral. C'est-à-dire sur le terrain de l'État. Aujourd'hui, tous les médias saluent leurs percées électorales comme autant de victoires, alors que l'appareil des Verts, n'ayant pas su tirer les conséquences du refus qu'il prétend représenter, se contente désormais de discuter du rythme de la dégradation en s'associant à sa gestion. L'inexistence présente d'une autre alternative leur permet pour le moment de figurer le changement. Cette évolution de l'opposition explique en partie l'absence d'un refus conséquent, à même d'exiger ne serait-ce que l'arrêt du nucléaire.

Après Tchernobyl, les quelques scientifiques non soumis à la version officielle des nucléaristes et décidés à ne pas accepter cette situation, étaient isolés. Leur opposition n'étant pas portée par des forces sociales permettant de donner consistance aux perspectives induites par leurs positions, elle ne pouvait que rester dans le cadre de la vision des choses dominantes.

C'est pourquoi, sur ce terrain aussi, les nucléaristes peuvent associer petit à petit certains de ces opposants sur la défensive à une espèce de cogestion, d'autant qu'ils se donnent, quant à eux, quelque apparence de souci de l'environnement (préoccupation sur l'effet de serre, etc.), en détournant le langage écologique pour les besoins de leur propagande. Le jeu pipé des experts et des contre-experts en est l'illustration.

De la réalité de la puissance des nucléaristes à la banalisation du nucléaire

Le lobby nucléariste a plusieurs fois réussi à se tirer des mauvais pas dans lesquels il s'était fourvoyé, notamment à l'occasion de l'accident de Windscale en 1957 (rebaptisé aujourd'hui Sellafield afin d'en effacer la mémoire) et de Three Miles Island, où les célèbres enceintes de confinement n'ont pu empêcher l'explosion qu'au prix d'importants lâchers de radioactivité dans l'atmosphère. Le pouvoir que ce lobby a acquis dans l'État grâce à son imbrication avec le militaire ne pouvait que se renforcer en s'étendant au domaine civil, puisqu'il s'est agit alors pour lui, de gérer de manière centralisée un domaine sensible, celui de l'énergie, élément essentiel pour soumettre la société humaine à l'économie. Cette gestion a donc existé sans contredit et en dehors de tout problème de rentabilité directe (le coût du nucléaire est incalculable).

Tchernobyl fut un accident autrement plus sérieux que Three Miles Island, puisqu'il était impossible d'en cacher la réalité : rien n'avait empêché ni confiné l'explosion et donc rien ne permettait d'en contester l'existence. Tout observateur impartial, c'est-à-dire non soumis au brouillage des médias, aurait pu pronostiquer une fin relativement proche du nucléaire.

À la suite de cet accident et de la confusion qui a suivi, il était logique de voir les nucléaristes au banc des accusés. Cela n'a été le cas que pendant un court moment. Leur volonté de se faire oublier a rapidement porté ses fruits. Alors que les populations restaient sans voix, le débat sur le nucléaire est retourné rapidement dans le giron des spécialistes, le refus s'est laissé accaparé par toute une pléthore de spécialistes de la contestation soudainement promue au rang de représentation cogestionnaire.

La première réussite des nucléaristes tient dans le fait que, bien que la confiance aveugle en cette technique ait été largement ébranlée par les faits, les programmes nucléaires à longue échéance n'ont pas été infléchis de manière notoire[1].

D'une situation qui semblait désespérée, les nucléaristes ont réussi à se sortir quasiment indemnes. Le véritable tour de force consiste à avoir rétabli rapidement un très large consensus, bien que construit sur la résignation : les réalisations technologiques les plus prestigieuses d'un modèle social qui domine le monde apparaissent nécessaires partout.

L'État, pour promouvoir le nucléaire, s'était avant tout appuyé sur les scientifiques et les médecins chargés d'« établir » la fiabilité et l'innocuité de la technique et organiser l'invisibilité de ses effets. Parallèlement, quelques

architectes, connus pour leur zèle de chevaliers de l'urbanisme qui détruisent les villes historiques pour y substituer des villes nouvelles et des caricatures d'habitations, avaient été soigneusement choisis afin de donner un peu d'« esprit » au projet dément des centrales. Après avoir abandonné le projet initial de cacher les centrales sous terre, ces architectes ont su en faire des temples à la gloire de notre temps, qu'on visite comme Beaubourg ou l'arche de la Défense. C'est pourquoi il nous a semblé d'utilité publique de murer l'agence de Willerval, un de ces chantres de l'urbanisme (*voir annexe 1 :* « Des mètres cubes par centaine, des curies par milliers »)

Aujourd'hui dans un monde transformé par ce désastre, les nucléaristes tirent parti de l'état de fait et profitent du caractère illusoire de l'opposition existante. C'est ainsi que nous les voyons, sans vergogne, redonner un nouveau sens « humain » à leur activité, pour acquérir une nouvelle crédibilité en remplacement de celle qu'ils ont perdue. Leur emprise sur la société est telle que même la disparition de l'affrontement Est-Ouest, qui entraîne petit à petit la disparition de leur nécessité militaire, ne remet pas en cause leur existence au-delà de quelques problèmes tactiques. Ici en France, ils sont au-dessus du petit jeu politique ; ils savent pertinemment que les décisions d'un gouvernement aux abois, comme par exemple celle de l'arrêt de Creys-Malville, ne sont que de circonstances. Ils sont plus proches des intérêts de l'État que les gouvernants qui se succèdent.

Tout en établissant internationalement une version officielle volontairement confuse de la catastrophe de Tchernobyl, les nucléaristes se sont attachés, dans l'organisation de leur défensive, à transformer la perception du nucléaire et de ses effets au quotidien. Pour mettre en place la police de la perception à même de réaliser cette tâche, ils ont fait appel à tous les moyens que l'époque pouvait leur procurer. Pour faire accepter l'idée que le nucléaire, tout comme leur existence, est indispensable, ils ont eu recours à toute une palette de mercenaires, utilisant des vétérans (médecins, scientifiques, architectes) ou faisant appel à des professions qu'ils n'avaient pas sollicitées jusque-là.

[1] Si un certain ralentissement se manifeste depuis quelque temps, il faut le comprendre comme une saturation du parc plutôt que comme une volte-face des autorités (depuis dix ans, la production d'électricité d'origine nucléaire s'est accrue dans le monde de 143%, selon l'AIEA). De plus, il ne faut pas oublier les implantations et investissements dans les pays de l'Est et dans le Tiers-Monde (depuis la catastrophe de Tchernobyl, toujours selon l'AIEA, 80 réacteurs ont été couplés au réseau dans le monde).

De leur défensive

Puisque les nucléaristes n'avaient pas affaire à une opposition construite qui les aurait contraints à faire face publiquement au démenti pratique et à la dangerosité de leurs hypothèses scientifiques, il leur a suffi de qualifier d'irrationnels et d'inconscients les opposants qui n'étaient pas assez complaisants pour se laisser entraîner dans la cogestion. Ils ont alors engagé une guerre contre l'« irrationalité ». Le conflit ne se réalise désormais plus à l'aide d'arguments d'apparence objective, mais consiste à manipuler l'opinion et à policer les subjectivités.

Il nous a bien fallu commencer par les curés, car dans ce domaine ce sont les plus vieux spécialistes. Si laïc soit-il, un pouvoir requiert l'approbation d'autorités surnaturelles pour asseoir sa légitimité. Dans ce sens, il importe de savoir que le Vatican possède des représentants à l'AIEA. Au lendemain des luttes sur les sites d'enfouissement de déchets radioactifs au printemps 1990, par peur de voir les autorités catholiques suivre ce mouvement par opportunisme – tel l'évêque d'Angers qui alors avait déjà pris parti pour ses ouailles – les nucléaristes se sont empressés de se faire établir un certificat de moralité. L'absolution du nucléaire ne dépareille pas des simoniaques habitudes des hiérarques religieux : quand ces marchands du temple louent le nucléaire, ils font leurs béats, et les sacrés mensonges de leurs clients deviennent des mensonges sacrés. La maison d'édition des hiérarques lyonnais ayant rédigé le certificat de moralité demandé, elle a reçu la visite d'un collectif contre le paradis nucléaire. (*voir annexe 1 :* « Le nucléaire vaut bien une messe »)

Même tout-puissant, un pouvoir doit développer une culture reflétant son appartenance à l'humanité. Après 86, les nucléaristes en ont multiplié les manifestations. Les « artistes » à la solde ne se contentent plus d'enjoliver leurs maîtres dans des portraits de commande. C'est leurs déjections que leur labeur les contraint maintenant à travestir en chefs-d'œuvre d'un monde « naturel et humain ». Auparavant, déjà, un certain Cardot avait reçu des tripes en pleine figure pour avoir installé des moutons en plastique sur la pelouse de la centrale de Cattenom. Tout comme un certain nombre d'autres peintres, sculpteurs ou artistes, Pierret aurait mérité un traitement similaire après avoir reproduit « l'ère du Verseau » sur la centrale de Cruas. Il l'a échappé belle, celui qui peint des fresques au talkie-walkie et aux jumelles, comme on repeint la cage d'escalier avant les élections.

La suprématie d'un pouvoir se mesure à l'efficacité de son organisation du travail. La mécanisation et l'informatisation du travail qui pouvaient libérer les hommes de ses contraintes ont surtout servi à créer plus de dépendance par rapport à l'emploi ou à son manque. Avec les syndicats, les nucléaristes ont trouvé une complicité idéale. Défenseurs de l'outil de travail, quel qu'il soit, ceux-ci n'ont pas d'états d'âme. On a encore vu récemment toutes les organisations syndicales locales manifester pour le redémarrage de Superphenix. Le 3 juin, « des individus, non contents de se passer de syndicats, ont copieusement aspergé de sang les locaux de la Vie Ouvrière, organe de la CGT, afin de dénoncer sa collaboration morbide au nucléaire ». (*voir annexe 1 :* « il faut savoir terminer une époque »)

L'intérim, forme avancée de l'esclavagisme moderne, partie intégrante de plus en plus nécessaire de l'organisation du travail, apparaît tout à fait adaptée aux basses besognes de l'industrie nucléaire. Il prend le visage de la liberté et du « droit au travail ». Pour les employeurs, nul besoin de ménager des montures si aisément remplaçables. Le suivi médical ne dure que le temps de l'emploi, et les conséquences à plus ou moins long terme se trouvent occultées pour les nombreux intérimaires travaillant dans les centrales françaises, comme ce fut le cas pour « les liquidateurs » de Tchernobyl, si fatalement liquidés.

Après l'irradiation brutale de trois intérimaires à Forbach, le directeur de l'agence intérim qui leur avait proposé cet emploi aller-simple fut aspergé de sang, en même temps que son bureau (*voir annexe 1 :* « trois irradiés à Forbach »)

Mais un pouvoir utilisant des moyens sophistiqués dans la domination de la nature doit d'abord faire valoir que son activité, non seulement n'est pas néfaste, mais est bénéfique à la vie des populations. C'est à ce rude labeur que s'emploie la bureaucratie médicale, tout comme le font les scientifico-techniciens.

Ceux qui avaient vaincu la variole ou la lèpre étaient autres que ceux qui ont bassement capitulé devant les radiations nucléaires, la chimie agroalimentaire ou les modernes conditions de vie. Celles-ci ne se contentent pas de déprimer les psychismes, mais dépriment également l'immunité, faisant ainsi le lit des maladies infectieuses et des cancers. L'occultation du psychosomatique et des causes sociales des maladies « naturelles » reste une nécessité pour dédouaner la société, et déresponsabiliser les consciences. Distribuer des camisoles chimiques permet à ces techniciens chargés de la maintenance des travailleurs de concilier les intérêts de l'industrie chimique et l'acceptation de la survie dans cette organisation sociale si patho-

gène. Contradictoirement, mais en toute logique avec ses intérêts, chaque fois que leur continuation s'oppose à cette règle, ils savent casser le dogme.

Puisque l'immunité est également la cible des radiations ionisantes[1], la bureaucratie médicale fut contrainte, pour dédouaner les radiations, de reconnaître brutalement l'importance sociale et l'origine psychique des maladies. Après Tchernobyl, quand il ne semblait plus possible de nier les effets des radiations, ils inventèrent la « radiophobie », peur par définition « irrationnelle » des radiations qui serait la principale responsable des conséquences de l'accident. (*voir annexe 2 :* « Au temps du mensonge déconcertant »)

[1] En Ukraine et en Biélorussie on parle de « Sida des radiations ».

De la contre-offensive

Après avoir établi leurs lignes de défense et investi, avec succès, le champ de la vie sociale, le moment était venu pour les nucléaristes de reprendre l'initiative. Ce sont les publicitaires qui ont eu la charge de réaliser ce passage à la contre-offensive. Leur fonction est, en effet, de dresser des individus à prendre les carences de leur vie pour un épanouissement, grâce à divers ersatz qu'ils peuvent acheter, et de les empêcher de voir ce qu'ils ont devant les yeux pour ne retenir que des images idylliques. Étant établi que le nucléaire était un domaine réservé aux spécialistes, il ne restait plus aux publicitaires qu'à forger et implanter l'idée qu'il était le passage obligé du progrès, de la vie moderne : « le nucléaire ou l'âge de pierre » ; de sorte que cette idée puisse exister comme un réflexe conditionné en toutes circonstances et surtout en cas de sondage. (*voir annexe 2 :* « les branchés devant, le nucléaire derrière »)

Des conditions modernes de la vie sociale

Certes, les rencontres que nous avons faites avec quelques mercenaires des nucléaristes et celles que nous avons différées sont loin de constituer une liste exhaustive des compromissions dans la banalisation du nucléaire. Elles suffisent pourtant à donner un aperçu révélateur de la manière dont la défensive des nucléaristes s'est attachée depuis l'automne 87 à dominer les secteurs qui participent à la constitution d'une fausse conscience. Les professions sur lesquelles ils s'appuient reflètent parfaitement les conditions de la vie moderne. Ils bénéficient donc aussi du concours des spécialistes de la gestion de l'opinion publique par lesquels l'organisation sociale voudrait substituer à la vie publique sa représentation. Ils sont là, avec les instituts de sondage qui voudraient remplacer les manifestations de l'opinion publique par le sondage; avec les hommes politiques qui voudraient se contenter de cet escamotage pour se borner à la gestion de l'État ; avec les journalistes payés pour présenter cette misère comme une grandeur ou, pour les plus retors, comme une malédiction nécessaire.

Les organismes de sondage servent tout autant à distinguer et à mesurer certaines caractéristiques de l'opinion qu'à fabriquer de toutes pièces une certaine représentation. Par le biais de l'interrogatoire d'échantillons moutonniers, arbitrairement taxés de « représentatifs », le public, spectateur de l'opinion qu'on lui prête, est incité à plier devant les « inférences » statistiques[1]. Dans la mise en scène de l'apparence « démocratique », il faut noter la difficulté d'une telle activité. La fabrication d'une représentation s'oppose à une information effective des décideurs sur l'état d'esprit des populations. De sorte que, si les résultats des sondages consécutifs aux campagnes de publicité d'E.D.F. n'ont pas été rendus publics, c'est parce qu'ils n'avaient pas atteint leur but et étaient encore inutilisables comme moyens de propagande.

Face à l'écroulement du cadre de leurs idéologies qui s'est accéléré avec la disparition de l'affrontement Est-Ouest, les politiciens ne peuvent plus dissimuler qu'ils sont d'abord des techniciens de la gestion étatique et économique. Pour échapper au mépris généralisé qu'ils suscitent, ils essayent de rénover leurs moyens de domination et de retrouver une crédibilité, mais ils le justifient à chaque fois. Leur expérimentation les a

[1] Terme de leur jargon qui, derrière son apparence scientifique, renvoie à l'extrapolation et à la déformation.

amenés à voler au secours du nucléaire en butte à la méfiance des populations. En 1974, toutes tendances confondues, ils avaient donné carte blanche aux nucléaristes. On peut lire l'évolution des masques de leur soumission dans les rapports successifs de l'Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques. Dans le rapport Bataille, commandé au moment du moratoire imposé par les luttes sur les sites d'enfouissement de déchets hautement radioactifs en 1990, il a d'abord été question de transparence, de mettre le nucléaire sous la tutelle de la démocratie que représenterait le parlement. Un an plus tard, un calme apparent étant revenu, le rapport Le Déaut s'aligne ouvertement sur les positions des nucléaristes et leur laisse tous leurs anciens privilèges. Il se contente de conseiller de repeindre la maison. Après de laborieuses recherches, ils ont découvert que tout le mal venait de ces populations qui croient de moins en moins ce qu'on leur dit en déclarant : « les minorités ne doivent pas imposer leur phobie ». (Christian Bataille, le 12/1/93).

La vanité contemporaine de l'activité des « politiques » trouve ses défenseurs chez les apologistes de cette organisation sociale. Les journalistes, qui se présentent eux-mêmes comme le « 4e pouvoir » censé garantir le fonctionnement de ce qu'ils appellent la démocratie, sont en fait la force de persuasion qui frappe les esprits et les soumet à la propagande. Marchandises eux-mêmes, ils ne sont que des producteurs de marchandises. Entre autres qualités, ils ont celle d'être vénaux. Avec Tchernobyl, les pouvoirs ont appris que pour rester maîtres de l'information, il était devenu nécessaire de reprendre en main l'éducation et le contrôle des journalistes ; ils en ont testé les moyens pendant la guerre du Golfe où l'on a pu voir toute cette valetaille se mettre sans pudeur au garde-à-vous face au massacre. Pour s'assurer les services de nombre d'entre eux, les nucléaristes les soudoient. Du fait des origines scientifiques du nucléaire, ils peuvent se payer des Chevalet sans encourir l'opprobre de ceux qui s'offrent un PPDA.

De l’image à la réalité, le risk-management

Périodiquement, la presse claironne les dernières victoires de la science à l’actif des nucléaristes. Mais avant que les questions suscitées par ces victoires aient pu être posées, elles ont disparu de la scène. Et pour cause, puisqu’elles renvoient à une situation post-catastrophe : wagon de Pellerin pour trier les rescapés d’une catastrophe nucléaire, expérience de l’IPSN (Institut de Protection et de Sûreté Nucléaire) pour tester une catastrophe en miniature, expérimentation par l’IPSN de plantation de datura à Tchernobyl pour piéger la radioactivité (en réalité, le césium seulement), etc.

La catastrophe est là, au centre des préoccupations de cette époque. Désormais, il s’agit de coordonner toutes les forces disponibles pour l’avant, le pendant et l’après de celles à venir. Leur caractère ingérable explique les différentes écoles qui s’opposent sur les principes, tout en se rejoignant sur les buts. Les anciens : les Pellerin, Tubiana et consorts, conformément aux traditions de la caste nucléariste, parient aveuglément sur la puissance incontestée de la force publique et, finalement, militaire. Les modernes, eux, soutiennent que ces forces, seules en mesure de maintenir l’existence de l’État, doivent être épaulées idéologiquement. C’est ainsi qu’une nouvelle spécialisation sociologique est née : la risquologie, c’est-à-dire l’étude des conditions et des moyens de la survie de l’État et du mode de production en situation de catastrophe, présentée comme relevant de l’intérêt général. Au-delà de la prévention des catastrophes, il s’agit de préparer les populations à leur possibilité : mise en place d’une culture du risque pour faciliter la communication de crise lors des accidents à venir et permettre à l’ordre musclé de gérer des millions de personnes humaines.

Nous nous sommes rendus chez Patrick Lagadec, un des fondateurs de cette école. Après une brève explication sur le sens de ses actes, nous l’avons quitté rouge de … (*voir Annexe 1 :* « La risquologie face au risque au logis »)

Il est minuit dans le siècle

Ainsi, dans cette époque, celui qui veut échapper à la chape de plomb médiatique et savoir ce qu'elle cache, peut facilement discerner qu'en matière de nucléaire il ne s'agit pas d'adapter celui-ci à une société humaine, mais, vaille que vaille et quel qu'en soit le prix, de soumettre l'humanité au nucléaire. Comme pour tout le reste, il s'agit de continuer la fuite en avant.

Ce que nous avons fait avait pour but de souligner, de diverses manières, la façon insidieuse dont une réalité aberrante est banalisée de nos jours et le point atteint par « … les forces de l'inertie, dévalant toujours plus vite la pente de l'horreur programmée… » (Encyclopédie des Nuisances, *Discours préliminaire*). Au-delà de cette dénonciation, notre but est de contribuer à remettre en discussion l'aberration présente, pour échapper à sa logique suicidaire. « C'est une machine, vivante il est vrai, mais composée de rouages humains ; mais elle marche devant elle, comme animée d'une force aveugle et pour l'arrêter ; il ne faudra rien moins que la puissance collective, insurmontable d'une révolution. » (É. Reclus)

Pour finir, il est bon de préciser que l'activité que nous avons eue ici n'est qu'un moment lié à la faiblesse de l'opposition. En mettant en évidence le lien entre différents secteurs apparemment séparés, nous avons voulu montrer que la dépossession est le fondement sur lequel est construite l'unité de la société existante.

LE NUCLÉAIRE VAUT BIEN UNE MESSE !

« Quelques comportements d'ecclésiastiques au cours des cinq dernières années lors de problèmes locaux ont fait craindre à des responsables d'EDF une réaction "globalement négative" des autorités religieuses en cas d'incidents graves. Pour prévenir les malentendus, il leur a paru bon d'informer avec exactitude et de dialoguer de façon approfondie. »
« Chacun pressent qu'il y a là des choix politiques qui nous concernent, bon gré mal gré, nos responsabilités sont engagées. Pourtant qu'y pouvons-nous ? La question morale est aussi celle de nos contradictions entre les soucis écologiques et la demande croissante de consommation d'énergie. »

Monseigneur Gérard Defois « Pour une éthique de l'énergie nucléaire »
(Les cahiers de l'Institut Catholique de Lyon).

L'État, cet apprenti-sorcier, joue à l'alchimiste moderne à l'aide d'incantations politiques, et ne parvient que trop bien à faire miroiter de l'or et de l'argent à partir du nucléaire.
Mais Tchernobyl et autres expériences malencontreuses ayant mis à jour la supercherie, l'État demande à ses compères d'EDF d'aller trouver les curés, bouffons sinistres si habiles en saintes illusions, pour recevoir la confession de son infortune et leur donner sujet à croisade.
L'absolution ne tarde pas !
Trouvant là l'occasion de revenir à la cour s'engraisser quelque peu, ces bouffeurs d'hostie prêchent à coups de sermons modernes les bienfaits du nucléaire, cette corne d'abondance dispensatrice de travail, de progrès, de luxe..., et à laquelle on s'est si bien habitué qu'il serait immoral et impie de s'en séparer !
Difficile à faire croire ? Que non !
Si prestes sont-ils à servir leurs maîtres, qu'ils réussissent à transformer aux yeux des crédules le poisson irradié en poison moraliste.
« Faussaires et tricheurs courent de par le monde et sont avec les fous comme l'ongle avec le doigt. »
Mais vous apprendrez à vos dépens, curetons-bouffis, que vous n'êtes pas les seuls à vous prêter aux facéties...

Collectif contre le paradis nucléaire
Lyon, le 7 avril 1992

TROIS EMPLOYÉS GRAVEMENT IRRADIÉS PAR UN ACCÉLÉRATEUR DE PARTICULES A FORBACH

Le Monde 10/09/91

> *«Étaient-ils au moins informés des dangers qu'il y avait à pénétrer à l'intérieur de la machine? Je pense que oui, et puis il y a des règles de sécurité strictes à respecter, comme j'ai pu moi-même m'en rendre compte.»*

Interview de S. Vuillemain,
directeur de l'agence Manpower
Républicain Lorrain 10/09/91

Cette ordure joue la respectabilité, s'accrochant à l'image idyllique que l'intérim veut donner de lui-même : un élément à part entière de la vie économique qui répond à toutes les demandes et peut faire face à toutes les situations au mieux des intérêts des entreprises, et qui d'autre part procure une liberté sans bornes à tous ceux qui lui font confiance pour trouver du travail.

Mais quand la mécanique se dérègle, la réalité de l'intérim, plus triviale, perce à travers ce brouillard d'absurdités mensongères. L'image de sérieux dont jouissent dans l'économie ces négriers modernes s'explique aisément : ils négocient au mieux la marchandise humaine, ils ont constitué un marché du travail parallèle adapté à la demande fluctuante des entreprises, participant activement à la dissolution des anciens rapports de travail, et leur savoir-faire permet à leurs clients de faire de substantielles économies. Ainsi, il leur procure les moyens de contourner les coûteuses règles de sécurité.

On savait déjà qu'avec la bénédiction des autorités, notamment par l'intermédiaire du SCPRI de Pellerin, leur activité avait occasionné un assouplissement des normes dans la gestion de l'industrie nucléaire, les travailleurs intérimaires n'étant pas soumis aux mêmes contrôles que les autres travailleurs du nucléaire. (Libération 23/10/91).

Aussi, au moment où le développement de la radioactivité artificielle a atteint le point où sa diffusion incontrôlée met des sources radioactives entre les mains les plus douteuses, celles d'un Magnen ou d'un Muller, directeurs d'Electron Beam Service, il n'y a rien d'étonnant à trouver ces nouveaux maquignons en première ligne. Dans une région dévastée par les aléas de l'histoire économique, ils peuvent pousser plus loin la manipulation des hommes.

L'irresponsabilité qu'a revendiquée à cette occasion cette salope en parlant d'erreur humaine exprime bien plutôt sa responsabilité pleine et entière.

Les Amis de Libertad – St Avold, le 8/04/92

DES MÈTRES CUBES PAR CENTAINES, DES CURIES PAR MILLIERS

Tant que l'architecte était le serviteur des princes et de l'église, il limitait son champ d'action aux palais et lieux de cultes et pouvait encore prétendre selon son talent à la réalisation d'œuvres d'art à la gloire de ses maîtres.
Aujourd'hui, il n'est plus qu'un des spécialistes de la dépossession, celui qui construit le cadre de la dissolution des rapports sociaux.
Il peut, comme Jean Willerval, répandre son béton en Zones à Urbaniser en Priorité (ZUP), en usine Pernod, en bureaux à la Défense, en Palais de justice à Lille, en églises ou en « pavillons » de péage et de contrôle de trafic sur les autoroutes qui relient ces lieux séparés.
En tant que spécialiste, il fait partie de ces professionnels dont l'âpreté au gain est la motivation principale, sans la moindre inquiétude sur les conséquences de ce qu'ils peuvent être amenés à réaliser.
C'est pour ces qualités qu'en 1974, EDF est venu le chercher avec cinq autres mercenaires de sa profession pour intégrer les centrales nucléaires dans leurs sites naturels.
Avec leur cynisme habituel, ils ont dépassé les espérances de leur commanditaire, en renversant les données du problème. La construction de la centrale de Belleville par Willerval a ainsi permis à son acolyte Claude Parent de formuler cette approbation complice : « La cenrale est véritablement posée en bordure du fleuve, elle se substitue au paysage, elle le constitue. L'artificiel l'emporte sur la nature. »
Il ne s'agit plus de dissimuler les centrales comme le souhaitait à l'origine E.D.F., mais de les mettre au premier plan du paysage et de leur donner un sens autre, d'un mysticisme grossier, en coiffant les réacteurs d'un dôme. Il faut revêtir la centrale de l'image d'une « cathédrale du XXe siècle », devant laquelle la population est conviée à communier abstraitement dans un consensus social décervelé.
Contrairement à ce que pensent ces nucléocrates, ce que les siècles futurs retiendront du nôtre, ce seront, avec ces horreurs monumentales, les radiations qu'ils contiennent tant bien que mal.
Quant à nous, nous n'attendrons pas d'hypothétiques générations futures : pour empêcher Willerval de nuire plus longtemps, nous avons muré son agence d'architecture, utilisant ainsi à meilleur escient que lui des matériaux de construction.

Paris le 12 avril 1992
Des Bellevillois

IL FAUT SAVOIR TERMINER UNE ÉPOQUE

« L'abandon de Creys signifierait pour longtemps le renoncement à la filière nucléaire "rapide", laquelle paraît indispensable à toute politique d'indépendance énergétique du pays compte tenu des très grandes économies d'uranium qu'elle est seule à permettre. »

La vie Ouvrière du 13 au 19 avril 1992

L'existence plus ou moins prospère des industries nuisibles à la vie ou à la finalité meurtrière, n'a jamais posé de problème de conscience à la CGT. Elle représente l'archétype du partisan inconditionnel du salariat : en tant qu'appareil protecteur du salariat, en marchandant le prix de la force de travail des salariés, c'est sa propre réalité qu'elle défend, ainsi que les lieux d'exploitation. Quand le principe même du salariat a été attaqué, comme en 68, elle s'est empressée de voler à son secours.

Ce syndicat est pour beaucoup dans le triomphe du nucléaire en France où 75% de l'électricité produite est d'origine nucléaire. Il a été associé à son développement, et son soutien aux choix fondamentaux du gouvernement en matière de nucléaire lui a permis d'obtenir un quasi-monopole de la représentation syndicale chez E.D.F. Ce regroupement d'exécutants, aveuglément fidèles à ces choix, organisait même, lors de construction de centrales civiles, à Cattenom par exemple, des manifestations contre les anti-nucléaires.

Sans réfléchir aucunement sur les conséquences du pari pro-nucléaire pris par l'État, la CGT est devenue un partenaire sans faille du lobby nucléariste participant ainsi à la destruction de pans entiers du secteur industriel qui assuraient jusque-là la production d'énergie... Et qui, ironie du sort, se trouvaient aussi être des bastions cégétistes.

Telles sont aussi les conséquences de cette pensée simpliste qui assimile les avancées tous azimuts de la technique au progrès humain.

Agonisante, alors que sa réussite l'a dépassée – s'il n'y a pas de mouvement organisé menaçant les rapports sociaux, l'évolution actuelle du salariat permet à celui-ci de faire l'économie de tels défenseurs archaïques –, la CGT bouge encore. Elle s'imagine pouvoir renaître de ses cendres avec le redémarrage de Superphénix.

Il nous plaît de rappeler, tout en crachant sur le corps moribond de ceux qui, comme la CGT, ont toujours soutenu l'État dans son délire nucléariste, que même dans les nouvelles conditions où nous vivons, le projet prolétarien reste la mort du patronat, la fin du salariat et de l'État par l'auto-organisation, sans intermédiaire, du prolétariat.

Des prolétaires antinucléaires
Le 27 mai 1992

LA RISQUOLOGIE FACE AUX RISQUES DU LOGIS

CRISE : déferlement de difficultés humaines, techniques, financières et commerciales imputables à la catastrophe et aboutissant à la mise en question des choix fondamentaux de l'entreprise, voire de sa survie.
PLAN DE SURVIE : étude des procédés à mettre en œuvre lorsque survient une catastrophe, afin de permettre la continuité du service à la clientèle, d'éviter la dégradation de l'image de marque, d'assurer momentanément la production par des moyens de remplacement.
RISK-MANAGER : ce nouveau gestionnaire d'entreprise a pour mission de préserver la perennité de l'entreprise et de maîtriser le coût global du risque par la mise en œuvre de moyens techniques, juridiques et financiers adaptés.
Ces trois définitions sont tirées d'un dossier présentant la gestion du risque technologique majeur paru dans le Monde du 11/02/1992.

Dans un monde dominé par la raison marchande, l'économie est tout, l'être humain n'est rien. Tout au plus apparaît-il comme un facteur de risques qui ne doit pas entraver la bonne marche des entreprises. Ainsi est-il intégré dans les plans de gestion sous le terme « ressources humaines », et pris en compte comme possibilité de dysfonctionnement dans la machine industrielle ; il doit être adapté au monde moderne.
Nous devons vivre aujourd'hui avec la menace perpétuellement suspendue sur nos têtes, non plus seulement de catastrophes naturelles mais de plus en plus souvent technologiques : le progrès l'implique, le sens des mots y participe. Puisque des choix de production ont été faits et qu'ils ne peuvent être remis en cause, de nouveaux spécialistes sont nécessaires ; ils sont le produit de cette situation.
Coûte que coûte ceux-ci doivent assurer la continuité de la production dans un environnement toujours plus hostile. En cas de catastrophe ils doivent maintenir la pérennité des rapports sociaux alors que le risque est grand de voir des populations irresponsables demander des comptes sur les causes de la situation.
Patrick Lagadec, brillant chercheur militaire, est le théoricien de la gestion des crises. Il planifie la pacification pour ces périodes où l'ordre social est objectivement remis en jeu. Il cherche les différents moyens de « stabiliser quelque peu ce monde incertain, que l'on nomme bien approximativement le public » (États d'urgence, défaillance technologique et déstabilisation sociale, éditions sociales). En effet, « la défaillance en matière de communication publique étant sans doute aujourd'hui l'une des voies royales de la déroute ». *(ibid.)*, il sait bien qu'au-delà des banales difficultés techniques de la stabilité des pouvoirs en dépend.
Ses recherches ne doivent pas être prises à la légère. Elles ne sont pas le fait d'un simplle bureaucrate angoissé par son avenir. Elles sont l'expression d'une tendance essentielle dans l'évolution de la société actuelle. Celle qui rêve de rester sourde aux rappels à l'ordre de la réalité pour pouvoir continuer un peu plus longtemps sa fuite en avant. Bref, celle qui veut assurer le triomphe de l'économie sur l'humanité et assister à la fin de l'histoire. Dans la société pourrissante, cette «science» de la gestion du risque est en passe de réussir là où la sociologie et autres sciences humaines, apparues avec la société bourgeoise, ont échoué. Leurs prétentions à l'universalité se sont toujours brisées sur l'expression du vivant dans les conditions dominantes. En tendant à supprimer la part d'aléatoire de celui-ci, le but devient accessible.
Patrick Lagadec pense à l'avenir, mais présentement il n'a su éviter la dégradation de son image face au risque mineur qu'ont représentés quelques êtres humains venus le rencontrer chez lui avant d'être réduits par une catastrophe au statut de « difficultés humaines ».

Fontenay aux Roses
Les Impondérables

Vu le grand âge, la situation de famille où l'état de santé de nos rencontres projetées, les difficultés pour mener ces actions sans bavures se sont accumulées. Le travail nécessaire à un petit regroupement d'individus pour mener cette campagne l'a transformé en labeur. Nous communiquons toutefois les textes des actions projetées.

LES BRANCHÉS DEVANT, LE NUCLÉAIRE DERRIÈRE

Dans ce monde lavé toujours plus blanc, où la vie d'un être humain se mesure à son taux d'endettement, la publicité a trouvé son terrain d'élection. C'est bien parce que les hommes semblent être devenus inertes et abouliques que la mise en scène d'une vie artificielle fondée sur les marchandises et étalée à tout va peut se présenter comme une image du « bonheur ».

Lorsque les repères se perdent, tout et son contraire peut être dit, puisqu'il ne s'agit que de diffuser en masse produits ou idées. Rhône Poulenc, un des plus grands pollueurs de la planète, peut désormais se présenter avec impudence comme le champion de la dépollution.

Jean-Baptiste Mondino, en tant que photographe publicitaire, est un élément essentiel à l'existence et à l'extension de ce nouvel art du monde moderne. Il est celui qui met en image une réalité morbide sous des dehors chatoyants.

Il a montré l'ampleur de son savoir-faire au cours de la fameuse campagne de publicité sur le nucléaire du printemps 1991, dans laquelle EDF assénait que 75% de l'électricité est d'origine nucléaire et que notre servitude tout électrique entérine de fait les orientations des nucléocrates.

Les opposants au nucléaire y étaient présentés comme des marginaux grotesques et ringards. Dans une telle représentation, les opposants réels n'existent plus.

JBM, ce génie sans bouillir vient de s'apercevoir que les certitudes de ses employeurs sur la résignation régnante sont pour le moins hâtives.

Cet avant-gardiste de la marchandise aura l'occasion d'exhiber les photos exclusives de son défilé surprise auprès de ses comparses Goude, Gauthier et autres zombies branchés, qui le révèlent tel qu'en lui-même : plein de merde.

À L'ATTENTION DE M. GHISLAIN DE MARSILY

Code de déontologie professionnelle des géologues :
4.1.1. Le géologue se refuse à effectuer lui-même ou à faire effectuer, sous son autorité, des travaux dont les conséquences prévisibles nuiraient à la sécurité des personnes et des biens.

La géologie, science de l'histoire de la Terre, par la découverte aux XVIIIe et XIXe siècles de l'immensité du temps (l'âge de la Terre passant de quelques milliers d'années à plusieurs millions, avant d'être de quelques milliards d'années), a bouleversé le monde et passionné les savants de l'époque. Mais nos géologues actuels, s'ils se passionnent toujours pour l'immensité du temps, c'est, plus prosaïquement, en déterminant pour plusieurs millénaires l'enfoussissement des déchets radioactifs, qui risquent fort de perturber l'histoire de la Terre et de remettre en cause celle de l'humanité. Sans réflexion aucune sur les risques actuels de l'utilisation de l'énergie nucléaire ni même de ses déchets, votre seule inquiétude, M.G. de Marsily, qui êtes chargé de l'étude de l'enfouissement de ces derniers en votre qualité d'hydrogéologue, est le risque d'une intrusion humaine dans des sites de stockage dans... quelques millénaires, après la prochaine glaciation : « Nous sommes persuadés que la mémoire du site sera perdue et qu'il faut craindre des incursions ultérieures » (cf. *Science et Avenir*, avril 1990). Il est probable que ce lourd héritage ne réjouira guère les hommes des temps futurs... s'il en reste !
Vous avez raison de vous soucier de la perte de mémoire, tant vous en manquez en oubliant – ancêtre ou simple homonyme ? – L.F. de Marsigli, géographe, naturaliste du XVIIIe siècle, et surtout précurseur de l'océanographie. Les océans ne sont plus pour vous que d'excellentes et très sûres poubelles pour les déchets nucléaires ! Certes, l'étude des courants marins sera simplifiée : il suffira de suivre à la trace les particules radioactives. Quoiqu'il n'ait pas été nécessaire d'attendre votre amour océanique pour que des déchets radioactifs coulent des jours paisibles au fond des eaux en compagnie de quelques sous-marins nucléaires et autres avions bombardiers atomiques :

Vieil Océan, tes eaux sont amères

La passion pour la science a bien changé ; car si la science a toujours recherché des applications à ses connaissances, son but essentiel était la compréhension de notre monde. Mais aujourd'hui, dans ce monde dominé par la production frénétique de marchandises – et de déchets –, les scientifiques ont abandonné toute vélléité de comprendre le monde, et ne sont plus que les salariés de l'industrie, de l'économie et de l'État ; aussi, leur rôle – de techno-scientifiques – ne consiste plus qu'à inventer de toujours nouvelles marchandises. Il n'est pas surprenant, alors, que la fonction principale des géologues soit celle de l'étude du stockage de ces déchets, et la vôtre, monsieur l'hydrogéologue, l'enfouissement des déchets radioactifs.
Aussi, Monsieur, pour vous débarrasser des déchets que voici, étudiez à loisir les écoulements souterrains des égoûts (rivières, océans et nappes phréatiques devenant tels), c'est là votre matière.

AU TEMPS DU MENSONGE DÉCONCERTANT

« … Toute dose de radioactivité est dangereuse – qu'elle soit faible ou importante. Nous en constatons les effets : faible résistance à diverses maladies, effondrement des systèmes physiologiques vitaux, fragilisation du système immunitaire (qui évite le développement de tumeurs) et de sérieux dommages génétiques. Par exemple, dans la région de Khoiniki, sur 200 naissances d'enfants, il y a 30 malformés. (…) Les appels à l'aide des personnes vivant là se perdent dans la désinformation et les discours (…) Par conséquent, les menaces pour la santé s'étendent de plus en plus. Au lieu de se préoccuper de la santé des gens, les responsables du ministère de la Santé d'URSS nous accusent de radiophobie… »

Lettre ouverte du Comité d'action des femmes de Gomel (Biélorussie), « Enfants de Tchernobyl », avril 1990. Lettre reproduite dans Tchernoussenko, *Insight from the inside*, Springer-Verlag, 1991.

« Radiophobie. Il s'agit d'un état chronique d'angoisse et de stress, décrit dans les populations mêlées à l'accident et responsable de douleurs erratiques, de troubles du comportement, d'insomnies, de difficultés scolaires. Des symptômes plus ou moins graves de radiophobie s'observent actuellement chez la majorité des enfants et sont entretenus par l'anxiété de leurs parents. Ils sont liés au traumatisme causé par l'accident (modification du mode de vie, inquiétude sur les risques encourus), à des perturbations dans l'alimentation (sous-nutrition, carences alimentaires) et surtout à une perte totale de confiance des populations dans les autorités soviétiques. Cette perte de confiance est liée à l'incohérence des propos tenus et au manque d'information. »

Article paru dans la revue du praticien n° 20, écrit en juin 1991 et signé par sept médecins : trois appartenant à l'association française « Les Enfants de Tchernobyl » : A. Moutet, M. Schlumberger, M.L. Simonet ; un appartenant à l'Institut Gustave Roussy : C. Parmentier ; deux appartenant à l'IPSN du CEA : N. Parmentier, J.C. Nenot ; et celui qui n'était alors que secrétaire d'État à l'action humanitaire, Bernard Kouchner.

* * *

En 1990, les populations vivant sur les zones contaminées par l'accident de Tchernobyl s'organisaient parce qu'elles ne voulaient pas être sacrifiées aux impératifs économiques de l'ex-État soviétique. Celui-ci était incapable de faire

face, et d'abord économiquement comme tout autre État de la planète dans la même situation, aux conséquences ingérables de son délire nucléariste : ni sur les soins à apporter aux milliers d'enfants contaminés, ni sur la décontamination d'une surface grande comme la France, ni sur l'évacuation nécessaire des millions de personnes vivant dans ces lieux, etc.
En 1991, organisant une aide humanitaire médiatique centrée sur les enfants – c'est-à-dire qui ne concernait qu'une infime partie d'entre eux –, les nucléaristes français et quelques comparses, s'appropriaient le nom « Enfants de Tchernobyl ». En reprenant le concept de radiophobie des autorités soviétiques, ils renvoyaient les effets des radiations à l'incurie de ces mêmes autorités et à l'irrationalité des populations locales. En reconnaissant ainsi aux autorités soviétiques le droit de sacrifier la santé de millions de gens sur l'autel des nécessités économiques et nucléaires, ils construisaient une autre barrière de confinement autour des réactions de rejet du nucléaire.

Martin Schlumberger, jeune membre des « Enfants de Tchernobyl » et assistant à l'Institut Gustave Roussy, veut rejoindre la bureaucratie médicale. Celle qui a capitulé devant les radiations nucléaires, la chimie agro-alimentaire ou les modernes conditions de vie ; celle qui mène le troupeau médical élevé dans l'ignorance des effets de la radioactivité ; celle qui rend compatibles les maladies avec les besoins de l'État et de l'économie ; bref, celle qui a permis l'exploitation du nucléaire civil en établissant totalitairement l'absence de danger de l'industrie nucléaire.

Il croit que cette bande jouit de la plus totale impunité et que, chaque fois qu'elle se fait prendre en flagrant délit de mensonge face aux conséquences désastreuses de son activité, elle peut s'écrier telle une Georgina Dufoix : « Je suis responsable, mais pas coupable. »

Cette tronche de neutron a maintenant des raisons de méditer sur la relativité de ses certitudes.

COMMUNIQUÉ À LA POPULATION

Le mercredi 5 janvier 1994, à 18h45 et devant l'entrée principale de France Inter où il allait participer à l'émission «Le téléphone sonne», le député Christian Bataille a été couvert de sang et le tract ci-joint a été laissé sur les lieux.

« Mon rôle c'est justement de prendre les coups...

... à la place des élus, de leur donner du courage en détournant les oppositions sur ma personne.»

Christian Bataille dans *Libération* le 14/12/93

Dans les campagnes qui n'ont pas été totalement dévastées par l'agriculture industrielle ni désertifiées par le développement économique moderne, les individus peuvent encore entretenir des liens leur permettant de discuter des conditions de vie qu'on leur impose. En 1987, l'État a pris une décision unilatérale portant sur le choix de quatre régions destinées à devenir des sites d'enfouissement de déchets radioactifs à vie longue. Cette décision a suscité une opposition massive et déterminée. En 1991, la vigueur de la réaction des populations choisies a contraint l'État à imposer un moratoire d'un an «*pour calmer les esprits*». Pour autant, l'État ne renonce pas, il a nommé un médiateur, le député socialiste Christian Bataille, pour trouver des régions aux populations moins récalcitrantes. Mais le rejet unanime de ces dernières s'est presque systématiquement manifesté quand un nouveau site était pressenti.

La classe politique ne saurait tolérer que des populations longtemps résignées au développement technologique et à l'abondance marchande, refusent soudain d'en payer le prix. Pourtant, les retombées du «progrès» contribuent à façonner un monde où, moins que jamais, la satisfaction des intérêts de l'économie ne peut passer pour celle des individus. Cette dissociation apparaît tout aussi manifeste entre les projets des politiques et les intérêts de ceux qu'ils sont censés représenter. La classe politique participe au saccage du monde qui a fait sa prospérité afin de lui conserver jusqu'au bout ses dirigeants. C'est sur ces bases que Christian Bataille, au plus fort de l'opposition aux poubelles nucléaires, pouvait déclarer à l'Assemblée nationale, le 25 juin 1991 : *«Tous les groupes politiques représentés dans cette assemblée ont, à un moment ou à un autre, participé à la promotion de l'énergie nucléaire dans notre pays.»*

.../...

Effectivement, en dehors de quelques brebis galeuses qui ont voulu localement ménager leur électorat, cette unanimité de la classe politique ne s'est jamais démentie alors qu'elle devait affronter une défiance de la société vis à vis du nucléaire en général.

«*Aujourd'hui, 70% de notre énergie provient du nucléaire et les déchets sont là. Il faut donc bien trouver une solution, et cette solution c'est l'enfouissement»* (Christian Bataille le 14/12/93). L'argument décisif de ce dévoué irresponsable se résume à la présence incontournable des déchets qu'il «nous» faut donc gérer. Derrière cet appel à la «raison» se cache la volonté politique de poursuivre, quoi qu'il arrive, le programme nucléaire français (et donc de produire de plus en plus de déchets) : l'enfouissement irréversible, au prix d'une nouvelle augmentation plus ou moins rapide mais inéluctable de la radioactivité artificielle, est la méthode la moins onéreuse qui permet de perpétuer le mythe de la rentabilité du nucléaire et de continuer à transformer la planète en un gigantesque champ d'expérimentation.

En fait, la mission du médiateur Bataille, loin de s'exposer aux aléas d'un dialogue difficile, s'est réduite à la recherche d'un terrain balisé par la complicité d'élus faciles à soudoyer. L'apathie de populations atomisées susceptibles de se soumettre aux arguments économiques est devenue le critère scientifique déterminant sur lequel reposera le choix du site.

Les opposants peuvent, grâce à leur détermination, refuser le projet chez eux. Mais c'est seulement en adoptant des positions antinucléaires qu'ils pourront empêcher les nucléaristes de trouver leur dépotoir souterrain, en France ou ailleurs. Quel que soit le site choisi, les radiations seront pour tous. La seule façon d'enterrer le nucléaire, c'est d'en arrêter la production.

Comme on avait pu le voir de 1987 à 1991 sur les premiers sites choisis, des formes d'organisation construites sur des rapports sans intermédiaires et sur le contrôle des mandats, empêchent que les individus soient dépossédés de leur lutte par toutes sortes de *représentants* ou d'arrivistes. Ces formes d'organisation constituent des moyens efficaces pour faire échec au diktat des nucléaristes et de leurs relais politiques.

Bataille pense qu'il mérite des coups! Nous partageons son avis sur la fonction de député. En le couvrant de sang, nous nous sommes contentés, cette fois, de le marquer du *seau* de l'infamie.

Paris le 5/01/1994

Affiche collée dans Paris en août 1992.

Et vous, vous voulez me faire croire qu'en faisant mon métier je participe à la banalisation du nucléaire !



Willerwal, architecte, agence murée Paris, le 12 avril 1992

Lagadec, chercheur, couvert de sang Sceaux, le 14 mai 1992

Editions de l'Université théologique de Lyon, aspergées de sang le 7 avril 1992

La Vie Ouvrière maison d'édition de la CGT, aspergée de sang Paris, le 3 juin 1992

Vuillemain, directeur d'agence d'intérim, couvert de sang St-Avold, le 8 avril 1992

Le nucléaire est là.

Chez les architectes qui voudraient nous faire admirer une centrale nucléaire comme on admire une cathédrale.

Chez les spécialistes du risque majeur qui voudraient neutraliser et canaliser toute réaction humaine lors des catastrophes technologiques à venir.

Dans les maisons d'édition catholiques ou cégétistes qui, au nom du sacro-saint progrès ou de l'emploi, défendent aveuglément le nucléaire.

Dans les agences d'intérim qui fournissent la viande à rems bon marché pour travailler dans les installations dangereuses.

Chez les scientifiques qui cautionnent de leur autorité morale chaque étape du cycle nucléaire.

Dans les instituts de sondage payés pour manipuler l'opinion.

Chez les photographes publicitaires qui vantent le nucléaire comme n'importe quelle autre camelote.

Chez les journalistes qui mentent effrontément sur la réalité du nucléaire.

Chez les médecins qui se font les gestionnaires d'une mort radieuse.

Chez les députés qui se couchent devant les nucléocrates et légifèrent en notre nom sur les doses que nous devrions accepter en silence.

Oui le nucléaire est partout.

Dans chaque fissure des centrales, dans chaque émanation des décharges, dans ce que l'on boit, mange et respire après chaque catastrophe. Il est comme chez lui dans une société où chaque petit besoin préfabriqué trouve naturellement satisfaction dans la servitude toute électrique que l'on prétend imposer au monde entier.

Ce que le nucléaire apporte de nouveau c'est un monde totalitairement planifié où seule une vie précaire et dépourvue de sens reste possible.

Montrer comment et jusqu'où ces individus se sont pliés aux choix d'une société qui, pour imposer ses projets et en occulter la réalité délirante et inhumaine, ne peut se passer d'aussi serviles collaborateurs, tel était le but de cette campagne.

Que chacun de ces irresponsables n'ait pas reçu un traitement plus en rapport avec ses méfaits, voilà une réalité que seul un mouvement social pourra corriger.

Le 4 août 1992

Diffusion et reproduction vivement recommandées

Sages comme des images...

**Lettre ouverte à ceux qui ont versé 500 ou 100 francs,
afin de faire partie d'un prétendu réseau pour sortir du nucléaire.
Mais, surtout, à ceux qui n'ont rien déboursé.**

Nul besoin d'être extralucide pour voir que la fermeture du réacteur à neutrons rapides Superphénix est liée à la prise en compte d'un ensemble de réalités économico-politiques et non à l'activité d'un groupe antinucléaire dont la seule force est médiatique. Comme le déclare Claude Allègre, ministre de la Recherche et zélé défenseur du nucléaire, cette fermeture est une garantie de la poursuite de l'ensemble du programme. Les choix du retraitement et de la filière à neutrons rapides ont perdu avec le temps leurs justifications : l'épuisement rapide des réserves d'uranium redouté dans les années 70 n'a pas eu lieu. La découverte de nouveaux gisements a entraîné la baisse des cours de l'uranium au point d'amener le fermeture des mines françaises qui n'étaient plus compétitives. Par ailleurs, installation industrielle construite prématurément – c'est-à-dire avant d'avoir acquis la maîtrise des moyens techniques à mettre en œuvre (pour autant que ce genre de monstruosité soit maîtrisable – Superphénix n'a pu fonctionner qu'un an sur une période de dix ans à cause de toute une série de problèmes techniques imprévus et insolubles. Dès lors son sort était réglé.

Dans un premier temps, en raison des investissements colossaux et des contraintes liées à la complexité et à l'opacité du montage financier européen dans la société exploitatrice Nersa, cette entreprise démesurée, ruineuse et encombrante pour EDF fut laissée comme jouet aux nucléaristes, particulièrement à ceux du CEA. Ainsi en 1993, Bérégovoy a encore accepté l'hypothèse fumeuse de le transformer en sous-générateur. Mais l'approche de 1998, date des débuts de la libéralisation de la production d'électricité, contraint les politiciens à essayer de mettre fin à ce maintien en survie artificielle. En effet, par le biais d'une concurrence contrôlée, cette « libéralisation » va introduire une relative vérité des coûts. En 1996, les timides tentatives d'intervention de Juppé pour ramener à la raison la vieille garde nucléariste sont restées sans résultat. Elles furent opportunément suivies, la même année, par la publication du rapport de la cour des comptes qui révélait l'ampleur du gaspillage (600 millions de francs par an pour ne pas fonctionner et 60 milliards de francs dilapidés depuis le début).

.../...

Les « campagnes » de cartes postales et les « marches » en camionnette des *Européens contre Superphénix* ne sont intervenues en rien dans la décision. Elle résulte des tractations politiques pour la constitution d'une majorité gouvernementale et parlementaire et elle a permis aux Verts de parler d'une victoire sur le nucléaire, tout en acceptant la poursuite du programme électronucléaire français. Ce terme de « victoire » est d'autant plus déplacé que le démantèlement du surgénérateur Superphénix – de plus en plus reporté – va ouvrir un nouveau chantier nucléaire à durée indéterminée et à hauts risques.

Le progrès ne sait pas seul venir. Le pire qui était à venir, est advenu : accumulation irréversible de la radioactivité, trou dans la couche d'ozone, amiante, réchauffement de la planète, etc. Les problèmes liés à l'activité économique apparaissent comme tels lorsque leurs effets mortifères ne peuvent plus être occultés. On voit alors les responsables de cette activité, lesquels avec leurs experts, ont toujours nié l'existence de ces effets, se présenter comme les seuls capables d'y remédier. Il s'agit toujours de continuer dans la logique de l'économie marchande avec tout ce que ça implique comme course vers l'abîme. Aujourd'hui donc que les intérêts de l'économie marchande, toujours défendue par les États sous le nom d'intérêt général, ont divergé des intérêts des hommes et s'opposent explicitement à eux et même à la survie de l'espèce, il n'y a plus de force organisée à même d'opposer à la victoire de celle-là un projet humain. En lieu et place, nous voyons une cohorte de lobbies monter au créneau. Chacun pour défendre son Truc contre les autres. Mais dans les conditions actuelles, le dernier mot reste toujours à ceux qui présentent le meilleur intérêt économique : qu'il s'agisse de gaz, de pétrole ou de charbon, voire des hypothétiques énergies renouvelables.

Les décisions du gouvernement ne correspondent pour l'instant qu'à une prise en compte de la libéralisation de l'électricité en 1998, qu'à la rentabilité tout à fait relative du nucléaire par rapport aux autres sources d'énergie (notamment des turbines à gaz) et qu'à une rationalisation de la gestion du nucléaire dans ce nouveau cadre. Il est trop tôt pour discerner si cette volonté de se débarrasser des poids morts pour développer une stratégie conséquente ira jusqu'à une remise en cause de la Hague et de l'enfouissement des déchets. Mais quoi qu'il en soit, les campagnes de cartes postales, la principale activité proposée par ce « réseau », resteront dans ce qui subsistera de mémoire comme un exemple de l'abasourdissement et de l'impuissance des hommes de cette fin de siècle.

.../...

L'aveuglement des promoteurs d'un *Réseau pour sortir du nucléaire* sur les résultats de l'activité des *Européens contre Superphénix*, sur les conditions socioéconomiques du moment et sur les effets espérés de l'usage des média correspond à l'époque de la disparition et du discrédit orchestré de tout projet historique positif fondé sur la défense des intérêts de l'humanité, au moment où règne une résignation générale dans la population. Cette incompréhension cache mal que ce qu'ils proposent comme une avancée est en fait un abandon de toute volonté de construire une opposition autonome capable de mettre en discussion les choix et la logique d'un système bureaucratique. À la place, ce prétendu réseau se constitue comme un lobby.

La constitution d'un état major salarié calqué sur l'entreprise Greenpeace, à quoi se résume ce réseau, ne laisse de place qu'aux média et aux experts. Un lobby confère de fait à l'État le rôle d'arbitre au-dessus de toute discussion et entérine la dépossession de chacun sur tout ce qu'il produit et sur sa vie. Sur le terrain de la lutte, il renforce et reproduit la passivité – ce qui est depuis longtemps le véritable problème. De plus, les initiateurs de ce réseau ignorent ou feignent d'ignorer que même dans ces média qu'ils courtisent, l'esbroufe apparaît comme telle et qu'en l'état actuel du rapport de force, cette perspective de lobby est une illusion, une mauvaise farce pour des enfants : avec ses flonflons, ses ballons, ses poupons, ses trompettes, ses cartes postales, ses boîtes de conserve, etc. ; et évidemment un marche-pied politique pour certains. Même si ce réseau arrivait à exister, ses *adhérents* ne seront jamais rien d'autre que les laissés-pour-compte de politiques décidées ailleurs.

Il faut bien se demander quel intérêt commun il peut exister entre les membres d'un réseau pour sortir du nucléaire et ceux d'un parti qui participe à un gouvernement pronucléaire. Le comportement de la ministre Voynet est à cet égard éloquent : cornaquée par Perret-Strauss-Kahn-Alphandéry-Allègre, elle refuse de se faire photographier quand elle visite la centrale fissurée de Flamanville, où d'ailleurs elle *« ne voit rien »* des défauts génériques de l'installation, et qui, pour ne pas se mouiller, laisse un membre de son cabinet, contrairement à l'usage, signer les autorisations de rejets radioactifs pour la centrale de Civaux. Même si elle continue à vouloir liquider quelques aberrations criantes du système nucléaire (comme Superphénix), elle collabore simplement à ce qui bientôt sera présenté comme la défense d'un nucléaire raisonnable. Pour être conséquent avec ses buts affichés, un tel réseau devrait commencer par se débarrasser de tous les Verts qui refuseraient de quitter leur parti.

.../...

Il nous paraît évident que, si jusqu'ici, aucun mouvement contre le nucléaire n'a été viable, c'est à cause de l'incapacité de poser comme base commune une remise en cause de l'ensemble des conditions sociales qui permettent l'existence du nucléaire et de l'incapacité de tirer toutes les conclusions de ce qu'un refus pratique et théorique doit affronter. Ainsi, plutôt que de se contenter de chercher des substituts aux sources d'énergie nécessaires à la production d'électricité, il s'agirait, comme certains avaient commencé à le faire dans les années 70 (par exemple le groupe *Survivre et Vivre*), de mettre en question l'*emploi* de l'énergie.

Le mode particulier de production et de consommation d'énergie que nous subissons aujourd'hui est celui d'une société qui trouve son unique raison d'être dans la production massive, la diffusion et le renouvellement incessant des marchandises. La consommation des marchandises qui renvoie chacun à l'isolement s'est imposé dans toute la vie sociale au point de l'avoir détruite.

Seule une rupture avec les modes de communication unilatéraux dominants permettra la réapparition de la vie sociale et d'envisager de sortir des comportements du consommateur-citoyen isolé. À partir de là, seul un mouvement réel pourra intervenir pour s'opposer à la fuite en avant que nous impose l'organisation sociale. Il s'agit de ne pas reprendre les armes de l'ennemi et d'être lucide. Mais ce que cherche à promouvoir ce réseau n'est qu'une mise en scène, une ridicule parodie de certains aspects de la « vie publique » américaine.

Nous sommes partisans d'un nécessaire débat qui semble avoir été bien absent lors des discussions préparatoires à la rédaction de la charte du réseau dont aucune des 3 versions successives n'améliorait la précédente.

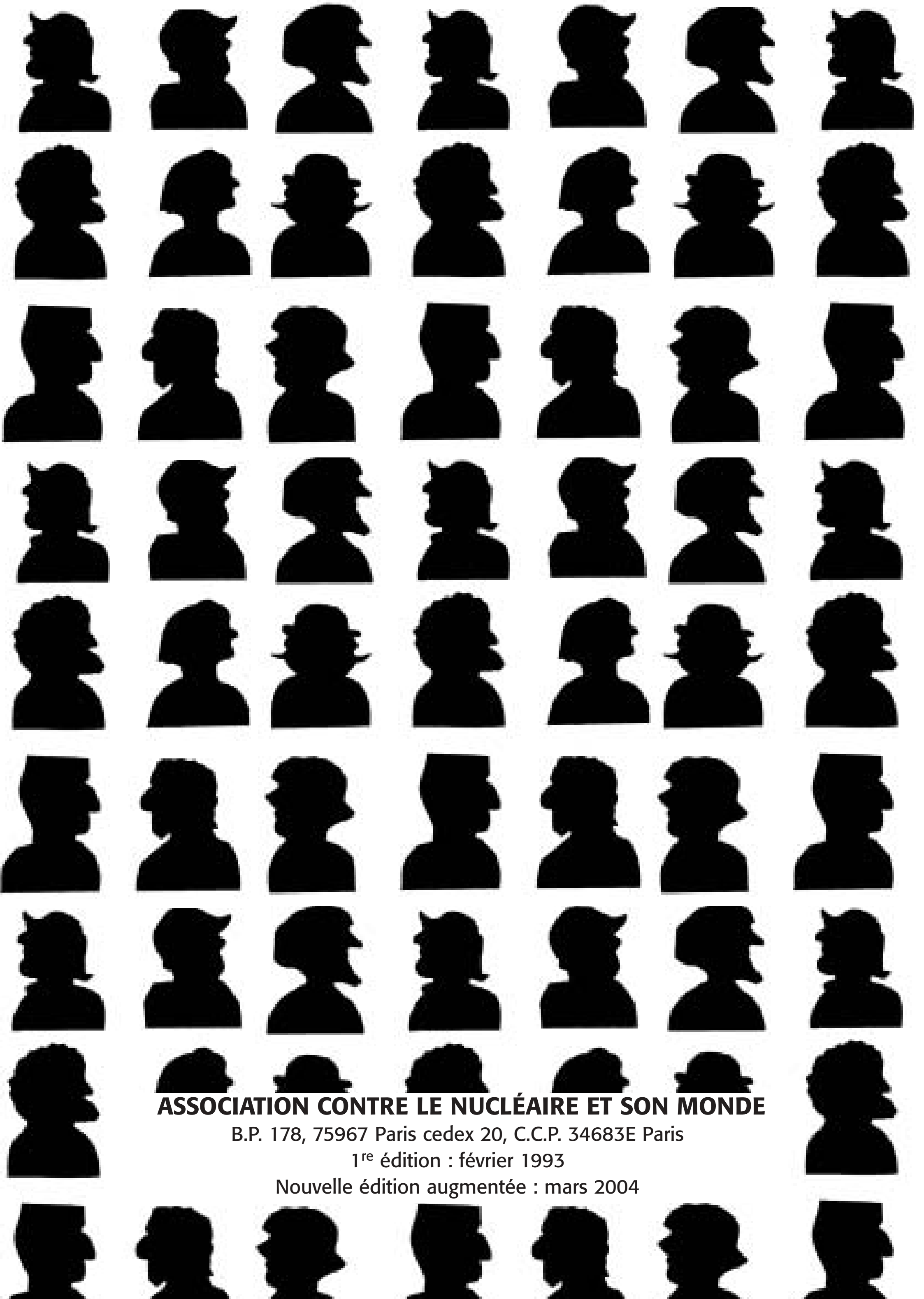
Nous sommes partisans d'un arrêt immédiat du nucléaire sans en ignorer les implications sociales. Pour toutes ces raisons, nous ne rejoindrons pas ce réseau en formation.

Par contre, sur les bases que nous venons d'exposer, nous sommes ouverts à la discussion.

Paris, le 30/01/1998

ASSOCIATION CONTRE LE NUCLÉAIRE ET SON MONDE

B.P. 178, 75967 PARIS CEDEX 20



ASSOCIATION CONTRE LE NUCLÉAIRE ET SON MONDE
B.P. 178, 75967 Paris cedex 20, C.C.P. 34683E Paris
1re édition : février 1993
Nouvelle édition augmentée : mars 2004